

Plateforme commun pour les élections européennes 2019

Pour une sortie progressiste de la crise

Votez à Gauche aux élections européennes

Les élections européennes de mai 2019 seront une étape cruciale pour l'avenir des peuples. Les temps changent et la menace d'une Union Européenne (UE) encore plus libérale et conservatrice est réelle. Les forces de gauche représentent la seule alternative au nouveau bloc central néolibéral-conservateur et la réelle alternative à l'extrême droite.

L'UE est toujours dans une crise profonde - Les déséquilibres macroéconomiques ont augmenté au cours des dernières années et pas le contraire. Il y a un véritable basculement politique dont les éléments les plus significatifs sont la montée de l'extrême droite, l'abstention électorale et la crise profonde de la social-démocratie, ainsi que le profond changement de l'équilibre politique et électoral dans un certain nombre d'États membres, le plus souvent aux dépens des partis «traditionnels» de l'establishment.

La montée de l'extrême droite est le développement le plus alarmant et le plus difficile. Nous devons reconnaître que le mécontentement et la protestation contre la politique d'austérité, produisant de grandes contradictions sociales et étant économiquement contreproductifs, sont avantageux pour la droite. Les changements politiques, cependant, ne contiennent pas seulement des risques mais aussi des opportunités qui doivent être prises par la gauche.

La gauche doit devenir une contrepartie forte et une alternative politique au nationalisme et au racisme de l'extrême droite et à la politique néolibérale.

Les politiques d'austérité, fonctionnelles à un dogme néolibéral qui impose des mesures criminelles sur notre continent, sont au cœur des problèmes fondamentaux auxquels nous sommes confrontés et en ont fait éclore de nouveaux, comme le dumping social et fiscal, devenu la règle partout dans l'UE.

Les droits des travailleurs, l'État providence et le pouvoir collectif de négociation ont été les principaux sacrifices de ces politiques, qui sont susceptibles de continuer, vu qu'il n'y a pas de volonté politique de les promouvoir à nouveau.

Le pouvoir du grand capital domine l'Europe à travers les institutions européennes et les gouvernements nationaux. La future coopération européenne devrait être placée sous le contrôle démocratique du peuple et non au service des marchés financiers et des grandes entreprises.

S'opposer et changer aux traités européens, qui reposent sur les principes de la compétitivité, de la concurrence, de la dérégulation et de la libéralisation. Cela est la seule voie démocratique envisageable.

La démocratie est en danger

Les services publics et les institutions pouvant garantir et développer les droits et libertés des citoyens et citoyennes, constituent l'épine dorsale de la démocratie. Recouvrer la souveraineté du peuple dans ces domaines et promouvoir une coopération et une solidarité réelles entre les différents pays, sont des étapes essentielles afin de mettre en place un nouvel ordre social plus juste et plus durable pour le peuple.

La crise financière mondiale et crise européenne des dettes publiques a servi de prétexte au renforcement du néo-libéralisme, à l'application forcée de plans d'austérité inhumains et au recul social et démocratique. Dans chaque pays, nous avons assisté à une baisse de nos salaires et pensions, au saccage des services publics, à la privatisation et au pillage. Le résultat : un taux de chômage et de précarité qui explose et une perte de confiance envers les institutions démocratiques.

L'absence de réponses aux problèmes concrets des citoyens et citoyennes d'Europe a contribué à la montée de l'extrême droite, ainsi que l'absence de réaction humanitaire collective aux réfugiés a ouvert la voie vers une UE plus raciste et xénophobe. La présence d'hommes, de femmes et d'enfants venus du monde entier est désormais une caractéristique structurelle des sociétés européennes. Une fois encore, nous devons opposer un NON strict à toute forme de discrimination en protégeant les droits sociaux des résidents et des immigrants afin d'empêcher que ces derniers ne deviennent les boucs émissaires du système.

La montée des inégalités entre les sexes en Europe c'est encore un problème structurel où le sexisme produit par le patriarcat capitaliste s'infiltré dans toutes les sphères sociales, limitant et affaiblissant la qualité de vie des femmes.

Nous proposons une autre voie : construire l'Europe sur de nouvelles bases où la souveraineté du peuple devrait être respectée. Notre objectif est de raviver l'espoir : une nouvelle volonté de coopération et de solidarité au niveau européen au service de nos peuples et des peuples du monde entier. La plateforme électorale présentée par le Parti de la Gauche Européenne vise à tracer les grandes lignes d'une société démocratique, sociale, écologique, pacifique et solidaire.

Nous considérons comme sacro-saint le droit des citoyens européens de travailler, d'étudier et de voyager librement entre les autres pays.

1) Un nouveau modèle de développement social et économique

Nous ne pouvons plus accepter ni les réformes dites structurelles qui réduisent l'Etat providence et les droits des travailleurs à peau de chagrin, ni les propositions actuelles d'approfondissement de l'Union économique et monétaire émanant d'institutions européennes qui ne répondent pas aux questions clés de la réduction des inégalités, de la pauvreté et du chômage.

Nous sommes en train de nous battre pour finir avec les politiques d'austérité ; nous espérons de forger une politique économique et sociale alternative capable de créer des emplois, redistribuer la richesse et couvrir tous les besoins sociaux.

Notre stratégie est la suivante :

- a) Nous estimons nécessaire, dans le cadre général de la démocratisation de l'institution de l'UE, de modifier la mission de la BCE, y compris ses objectifs en matière d'emploi, et de renoncer à son autonomie pour une véritable responsabilité démocratique. Abolition du pacte fiscal et abandon des plans d'austérité afin d'éviter des catastrophes sociales et économiques. Pour y parvenir, un programme d'investissement public dans les domaines sociaux clés devra être une priorité.
- b) Relancer l'activité économique pour répondre aux besoins sociaux tout en respectant l'environnement et en luttant contre la précarité et le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes. Nous considérons fondamental de mettre en place une réduction du temps de travail tout en maintenant la même compensation et nous allons faire une proposition dans ce sens, à travers une interaction continue avec les syndicats.
- c) Nous soutenons toutes les luttes et formes d'alternatives économiques et sociales qui proviennent des expériences des coopératives sociales et des usines récupérées autogérées
- d) Garantir que les systèmes de protection sociale assurent le plein niveau de dignité pour tous et toutes les résidents et résidentes, en assurant un niveau de salaire adéquat et un accès universel aux pensions et en introduisant des mesures générales et concrètes contre l'incertitude croissante et la pauvreté, qui sont des sources de croissance de la droite.
- e) Nous rejetons ce modèle d'intégration European fondé sur une division entre un centre et une périphérie différente et plus pauvre. Nous ne voulons pas de pays développés et d'autres non développés en Europe. C'est un cercle terrible du capitalisme. Nous travaillons pour développer tous les pays d'Europe de manière coopérative.

- f) Les finances de l'UE doivent être utilisées pour la solidarité et la redistribution. Pour cela, le meilleur moyen est de faire un contrôle démocratique des marchés financiers et de faire une propriété des banques qui soit publique et démocratique. Une taxe sur les transactions financières doit être implémentée. Pour favoriser de véritables politiques sociales et de redistribution, une réforme fiscale avec une taxe minimale pour les grandes compagnies est nécessaire aussi que des mesures contre l'évasion fiscale. Les paradis fiscaux doivent être fermés. Nous proposons un "*reporting* publique pays par pays" définissant des obligations de transparence totale pour les stratégies des grandes entreprises actives en Europe.
- g) Émancipation économique des femmes via la promotion de politiques visant à encourager un meilleur équilibre vie privée/vie professionnelle. Plans publics d'éducation et de rééducation sur l'égalité hommes/femmes. Pour y parvenir, une expansion des politiques publiques de l'emploi est essentielle, comme la promotion et le développement de politiques sociales.
- h) La dette ne devrait pas être un problème national. Nous demandons donc une conférence européenne sur la dette publique où finaliser et mettre en place des solutions structurelles et à long terme pour sa restructuration et sa réduction.

2) Un nouveau modèle de développement écologique

La production capitaliste développe la technologie et la combine à divers processus sociaux et économiques pour en tirer profit. Cela cause la plupart des problèmes écologiques que nous avons actuellement. La recherche du profit devient une recherche des plus faibles et des moins protégés, tels que l'environnement et les travailleurs des pays en développement. Bien-être de la nature et des humains devrait toujours venir avant les bénéfices du capitale.

En tant que Gauche Européenne, nous sommes dévoués à cela et nous devons:

- a) Empêcher la privatisation des ressources naturelles et nationaliser la production et la distribution d'énergie. Combattre la misère énergétique en créant un droit fondamental à l'accès à l'énergie et à l'eau, aussi que réduire la dépendance aux combustibles fossiles.
- b) Relocalisation et conversion de la production industrielle en Europe, développement de circuits courts de production et de consommation afin de diminuer l'exploitation des ressources ; nous avons besoin d'une solution verte et à faible coût pour aborder la pauvreté énergétique.
- c) Lutter contre le changement climatique en développant des énergies vraiment renouvelables et en favorisant les économies d'énergie, en développant les

transports en commun, aussi que lutter contre ces prétendues nouvelles solutions, basées sur le marché, de réduction des émissions de CO2.

- d) Assurer l'indépendance alimentaire en développant une agriculture économiquement et écologiquement durable. Le choix de la production et de l'investissement doit reposer sur des critères de préservation des écosystèmes locaux et de protection de la biodiversité. Nous rejetons les schémas de production non durables dominants et le modèle consumériste, étant deux faces du capitalisme.
- e) Protéger la mer et exploiter les ressources marines de manière raisonnée. Lutter contre la pollution marine et protéger les réserves pétrolières, minières et gazières.
- f) Les biens communs désignent des ressources qui sont des nécessités de la vie. En ce sens, chacun devrait avoir un droit égal d'accès aux ressources naturelles (terre, air, eau et énergie), aux ressources culturelles (y compris l'information et les plateformes numériques), l'éducation et à la protection sociale. Nous partageons tous et toutes la responsabilité, pour les générations actuelles et futures, et nous devons donc démocratiser et rejeter l'appropriation néolibérale des droits sociaux et économiques.
- g) Lutter contre les accords de libre-échange parce qu'ils sont une menace majeure à la coopération internationale en favorisant l'exploitation des matières premières principalement en Afrique et en Amérique Latine.

3) Pouvoir au peuple

Il est impossible de fonder une Europe socialement et écologiquement durable, démocratique et solidaire sur la base des traités existants de l'Union Européenne. Nous devons construire une nouvelle Europe pour qu'elle soit plus puissante pour le peuple, les travailleurs et les citoyens. Les points pour y parvenir sont les suivants :

- a) Renforcer la lutte contre la corruption par un contrôle indépendant.
- b) Reprendre le pouvoir aux mains de la finance en respectant la souveraineté populaire et en promouvant l'implication des citoyens dans les décisions de l'UE.
- c) Droits des travailleurs, liberté syndicale, préservation et élargissement des droits sociaux, renforcement du pouvoir collectif de négociation des syndicats, mesures concrètes pour lutter contre le dumping social. Le Parti de la Gauche Européenne est favorable à l'introduction d'un protocole social dans les traités de l'UE, proposé par la Réseau syndical européen, afin de protéger les libertés, les droits et les

conventions collectives fondamentaux des syndicats. Un protocole social devrait préciser que les droits sociaux fondamentaux l'emportent sur les libertés économiques, dans l'objectif clair d'éradiquer le dumping social sur le marché intérieur de l'UE.

- d) Promouvoir la démocratie numérique, la neutralité d'Internet et la liberté de parole. Protéger légalement les lanceurs d'alerte et les journalistes dénonçant les crimes économiques, financiers ou fiscaux. Garantir l'existence d'une presse libre et pluraliste. Empêcher la concentration des médias et, de ce fait, la diffusion d'une pensée dominante.

4) Pour une Europe des droits et des libertés

Notre but est de garantir les droits humains de toutes les personnes vivant en Europe, hommes et femmes, via un accès universel à ces droits par des services publics et des systèmes de sécurité sociale gérés au niveau public. Les droits fondamentaux des citoyens ne doivent pas être soumis aux marchés. Ils ne doivent pas être laissés entre les mains d'entreprises privées et des marchés financiers. Leur objectif est l'émancipation humaine et non le profit. Nous pensons également que ces droits doivent être placés au cœur de l'investissement public, des budgets des États, des autorités locales et des systèmes de cotisations.

L'inégalité, les guerres, la pauvreté et le changement climatique poussent des millions de personnes à quitter leur pays à la recherche de meilleures perspectives de la vie, mais trouvent souvent la mort dans cet immense cimetière silencieux qui est aujourd'hui la mer Méditerranée. L'Europe est coupable et absente: outre les égoïsmes nationaux, elle refuse de mettre en place des réponses fondées sur l'ouverture et la solidarité, telles que la réforme du système de Dublin ou la définition de canaux de migration légale. Nous croyons que construire une nouvelle Europe signifie aussi redécouvrir les valeurs de l'humanité qui semblent aujourd'hui oubliées. De plus, les politiques d'accueil et d'hospitalité et la reconnaissance des droits des migrants ne sont pas seulement une question de miséricorde et de bonté, mais un élément fondamental de toute action de redistribution

Nous demandons la mise en œuvre des points suivants :

- a) Le respect du sens de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et notamment de l'art. 21 sur la non-discrimination et sa modification pour y inclure l'interdiction de la discrimination basée sur l'identité sexuelle.
- b) Le droit à l'accès universel aux soins de santé inclusifs et à la protection sanitaire.

- c) La dépénalisation de l'avortement et son libre accès dans tous les États membres, ainsi que le libre choix de la maternité et la promotion de la santé sexuelle et reproductive. L'éducation sexuelle et la contraception doivent être incluses dans tous les programmes européens relatifs à l'éducation et à la santé.
- d) Le droit à l'éducation publique universelle et gratuite. Le processus éducatif doit être libre et laïc tout au long du parcours éducatif. L'école doit faire de l'évaluation formative le pilier de futures citoyennes et citoyens responsables. Les épreuves standardisées, utilisées sous le prétexte de l'objectivité et de l'impartialité, sont réductrices et privilégient le savoir de base utile uniquement au marché du travail. Elles sont à abolir. De manière alternative, il faudrait décrire l'évolution faite depuis le premier moment, en passant par l'évaluation, jusqu'au dernier moment, sans scores ni notes, et donc tout au long de la scolarité obligatoire.
- e) Le droit aux services sociaux et aux soins pour les personnes handicapées aussi que la promotion s'une vie indépendante.
- f) La promotion des droits LGBTQI et la fin de la discrimination; introduire la reconnaissance légale de genre, le mariage civil et les droits d'adoption d'enfant pour les couples LGBTQI.
- g) Protection totale des droits de l'enfant.
- h) Défendre les droits des migrants et des réfugiés et mettre un terme à la forteresse Europe, créer des couloirs sécurisés européen pour la migration légale aussi que l'accueil des demandeurs d'asile. Construire des connections avec les pays de départ, promouvoir une réelle coopération, responsabilité partagée et des solutions de solidarité pour favoriser l'intégration économique et sociale. Accélérer les procédures d'asile ainsi que les programmes de réinstallation et de regroupement familial et condamner les violations unilatérales commises par les États membres qui refusent d'appliquer de tels programmes.
- i) Une Europe des Peuples ne peut qu'encourager la création artistique, l'éducation populaire, y compris dans un esprit critique ; elle ne peut que s'enrichir d'un esprit d'ouverture, d'accueil, de solidarité. Elle veillera prioritairement à l'accès le plus large à la culture et à l'éducation pour tous et toutes les résidents-es, sans exclusion.
- j) Promouvoir le respect des droits des personnes âgées et garantir les pensions pour tout le monde.
- k) Garantir le droit à une information impartiale et vraie. Développer les droits de communication, pour éviter les entreprises multinationales ou *dark Internet* comme les seuls propriétaires de canaux de communication.

- l) Nous défendons toute croyance personnelle mais nous voulons promouvoir une séparation complète entre l'État et la religion et œuvrer pour une laïcisation des politiques publiques.

5) Pour un commerce équitable avec le monde

Nous sommes favorables à une coopération mondiale équitable. Néanmoins, nous insistons sur l'équité et la justice pour les peuples et l'écologie. Notre insistance concerne particulièrement sur les points suivants :

- a) Les accords commerciaux internationaux qui représentent une menace pour l'agriculture, l'industrie, la diffusion audiovisuelle, les droits des travailleurs, l'environnement et la culture doivent être refusés.
- b) Suspension des accords d'association de l'UE avec des pays qui violent massivement les droits humains et / ou qui occupent des territoires contestés, notamment Israël et le Maroc qui oppriment et violent les droits des peuples Palestinien et Sahraoui d'avoir un Etat.
- c) La nécessité d'une coopération et des accords soient mis en place en Méditerranée au bénéfice de la population. L'Union pour la Méditerranée, dont l'objectif déclaré est la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité, a contribué à la déstabilisation de la région en raison des politiques néolibérales imposées par l'UE en tant que conditions pour faire partie de l'Union.
- d) Nous dénonçons les traités de libre-échange avec plusieurs pays de l'Amérique latine et les Caraïbes parce que ils ne sont pas basés sur l'intérêt des peuples.

6) Pour une Europe de paix

Nous défendons la paix et le dialogue politique en opposition à la violence et à la contrainte militaire.

Le Parti de la Gauche Européenne fait promotion de la paix entre les peuples et entre les sociétés. Nous défendons l'internationalisme, par opposition à l'impérialisme qui crée des divisions artificielles entre les pays et les peuples. Nous voulons nous unir face à la crise néolibérale et capitaliste qui fait de nombreuses victimes parmi les peuples, les travailleurs et au sein des sociétés.

Le profil historique et la situation géopolitique de notre continent exigent une paix et un concept de sécurité indépendants. Nous devons, au même temps, établir des relations de bon voisinage durables avec le Proche-Orient, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Le rôle historique de notre continent est celui d'un intermédiaire cherchant l'équilibre entre les intérêts de chacun, et non d'un exécutant des complexes militaro-industriels étatsuniens et européens. Les intérêts et expériences des pays non-alliés et neutres de l'UE doivent être pris en compte lors de la création d'un concept contemporain et durable de sécurité et de paix en Europe.

- a) Nous ne voulons pas de l'OTAN sur le sol européen, donc l'alliance de l'OTAN doit être annulée. L'OTAN est aujourd'hui une alliance obsolète qui continue de générer des interventions militaires impérialistes au lieu de «préserver la paix». Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'un nouveau système globale de paix et de sécurité fondé sur un dialogue et non pas d'une confrontation de type «guerre froide» avec la Russie.
- b) Nous défendons les valeurs de paix, s'attaquer aux causes des conflits. Cela mène à une politique commune des réfugiés et des migrations, axée sur l'intégration, et s'attaque aux véritables causes profondes des défauts des migrants, à savoir la guerre et la pauvreté. Nous appelons à un arrêt immédiat de la production et des exportations d'armes de guerre européennes.
- c) Nous nous opposons aux traités militaires et à leurs conséquences pour l'UE, rejeter l'armement européen (PESCO et FRONTEX) et insister sur l'investissement social plutôt que sur les opérations d'expansion militaire cachées sous le prétexte de la «Coopération pour la défense et la sécurité de l'UE et de ses citoyens». Nous refusons complètement l'Union de la Défense et l'escalade vers la militarisation
- d) Condamnons la criminalisation des ONG et des activistes humanitaires
- e) L'UE doit faire pression pour exiger le retrait immédiat des forces d'occupation turques de Chypre et l'engagement concret d'Ankara de reprendre les négociations dans le plus bref délais sur la base convenue d'une fédération bicommunautaire et bizonale, à partir de là où les choses ont été laissées à Crans Montana et selon le cadre du Secrétaire Général des Nations unies.
- f) Nous voulons une Europe qui veuille réfléchir de manière constructive à ses relations avec la Turquie, qui reste ouverte à la Turquie tout en exigeant la fin du plan impérial d'Erdogan pour l'islamisation de la vie sociale et politique. L'État turc doit respecter les droits de l'homme et la liberté d'expression au lieu de renforcer la répression contre les forces démocratiques au nom d'une politique antiterroriste visant à attaquer le peuple kurde, ses représentants, ses députés, ses organisations et, en général, contre tous forces démocratiques, qui œuvrent pour la démocratie et la paix en Turquie et dans la région. Nous continuerons à nous opposer aux guerres impérialistes au Moyen-Orient et à leurs conséquences inhumaines. L'Europe doit jouer un rôle primordial dans l'élaboration et la mise en œuvre immédiates d'une feuille de route viable pour la paix en Syrie, au lieu d'examiner l'expansion de sa

présence militaire dans ce pays déchiré par la guerre. Elle devrait également jouer le même rôle dans le cas du Yémen, au lieu de rester silencieuse face aux crimes de guerre en cours.

- g) Résistons aux politiques d'armement et à la militarisation de l'UE, défendre le désarmement nucléaire et le démantèlement du bouclier anti-missiles. Retirer les investissements de l'armement pour les réinvestir dans l'éducation à la paix.